



Le libre-échange et l'épidémie de malbouffe au Mexique

Par [Grain](#)

Mondialisation.ca, 20 avril 2015

grain.org

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Thème: [Histoire, société et culture](#),
[Transnationales](#)

Cela fait plusieurs années que les transnationales de l'alimentation ont compris que les principaux marchés qui peuvent assurer leur croissance se trouvent dans le Sud de la planète. Pour augmenter leurs profits, ils doivent « fouiller dans la pyramide », comme le dit une société privée, c'est-à-dire développer et vendre des produits destinés particulièrement aux millions de pauvres de la planète. Des gens qui ingèrent des aliments locaux produits par eux-mêmes et obtenus dans des marchés informels qui leur fournissent leur propre nourriture.

Pour atteindre ces consommateurs potentiels, les sociétés alimentaires inondent et s'emparent des canaux traditionnels de distribution et remplacent les aliments locaux avec une nourriture bon marché, transformée, la malbouffe, bien souvent avec l'appui direct de gouvernements. Les accords de libre-échange et sur les investissements sont un facteur crucial de ce processus d'accaparement, de substitution et de profits accrus. Le cas du Mexique nous présente un portrait cru et sombre des conséquences de ces transformations.



Les transnationales de l'alimentation ont compris que les principaux marchés pouvant assurer leur croissance se trouvent dans le Sud. Elles cherchent donc à changer les régimes

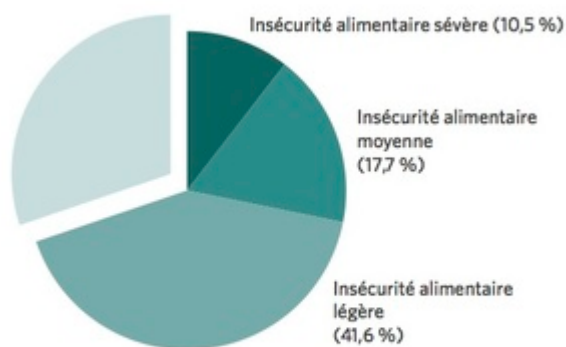
alimentaires et à accaparer les marchés des gens les plus pauvres de la planète.

Malnutrition, insécurité alimentaire et « diabésité » au Mexique

Au Mexique, la pauvreté, la faim, l'obésité et les maladies viennent ensemble. Les gens luttent pour pouvoir acheter suffisamment de nourriture pour survivre, mais en plus, beaucoup des aliments qu'ils ingèrent les rendent malades.

En 2012, l'Instituto Nacional de Salud Pública de México (Institut national de santé publique) a publié les résultats d'une enquête nationale sur la nutrition et la sécurité alimentaire connue sous le nom d'Encuesta Nacional de Salud y Nutrición (Ensanut)¹ L'étude d'Ensanut a utilisé l'échelle latino-américaine et caribéenne de sécurité alimentaire pour établir le seuil de consommation minimal nécessaire à une vie saine et active.² Les résultats montrent clairement que le problème est beaucoup plus grave que l'on croyait. Examinons les tableaux 1, 2 et 3.3

Graphique 1. Insécurité alimentaire au Mexique



Total : 68,8 % ou 78,5 millions

Source : Ensanut

Cliquez pour élargir

Le rapport d'Ensanut a conclu que de 1988 à 2012, la proportion de femmes en surpoids âgées de 20 à 49 ans était passée de 25 % à 35,5 % et le pourcentage des femmes obèses de ce groupe d'âge est passé de 9,5 % à 37,5 %.⁴ Un étonnant 29 % des enfants mexicains âgés de 5 à 11 ans est en surpoids, tout comme 35 % des jeunes de 11 à 19 ans, alors qu'un enfant d'âge scolaire sur dix souffre d'anémie.

Le niveau de diabète au Mexique est également préoccupant. Selon la Fédération mexicaine de diabète, de 6,5 à 10 millions de personnes souffrent de diabète au Mexique et au moins deux millions d'entre elles ne le savent pas. Environ 7 % de la population mexicaine souffre de diabète. Ce taux augmente à 21 % chez les personnes de 65 à 74 ans. Le diabète est la troisième cause de décès directe ou indirecte au Mexique. En 2012, le Mexique occupait le sixième rang mondial au chapitre des décès par diabète. En 2025, selon les experts, il y aura 11,9 millions de Mexicains et Mexicaines avec le diabète.⁵

L'obésité et le diabète s'alimentent mutuellement; leur interaction est si forte qu'un nouveau terme a vu le jour : « la diabésité. »

Graphique 2. Nombre d'enfants de moins de 5 ans ayant différents niveaux de dénutrition, sur une population totale de 11 millions



Source : Ensanut

« Le diabète associé à l'obésité est un grave problème de santé pour le Mexique et son coût total dans notre pays est passé de 2,970 milliards de pesos en 2003 à 8,836 milliards de pesos en 2010, soit une augmentation de plus de 290 % en sept ans seulement », a indiqué Alejandro Calvillo, directeur de l'organisation El Poder del Consumidor. « Selon l'unité d'analyse économique du ministère de la Santé, on a estimé que les dépenses totales requises pour les soins liés au surpoids et à l'obésité dans notre pays pourraient passer de presque 80 milliards de pesos actuellement à plus de 150 milliards en 2017, » a-t-il ajouté.⁶

On ne peut expliquer ces données en affirmant que : « les gens ont changé leurs habitudes alimentaires parce qu'ils ont maintenant plus de moyens et de choix, » comme le laissent entendre certains témoignages. En fait, plusieurs aliments sont imposés alors que les aliments que les gens protégeaient et produisaient en suivant leurs traditions et en répondant à leurs véritables besoins deviennent de plus en plus rares.

Les effets de l'ALÉNA

Les divers traités de libre-échange que le Mexique a signés au cours des vingt dernières années ont eu des effets importants sur les systèmes alimentaires de ce pays. Après sa mission au Mexique en 2012, le Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation, Olivier De Schutter, a conclu : [notre traduction] « Les politiques commerciales en vigueur aujourd'hui favorisent une dépendance beaucoup plus grande à l'égard des aliments très transformés et raffinés avec une longue vie sur les étagères au détriment de la consommation d'aliments périssables et frais, notamment les fruits et les légumes... L'urgence de surpoids et d'obésité que connaît le Mexique aurait pu être évitée, ou en grande partie atténuée, si les problèmes de santé liés aux régimes alimentaires changeants avaient été intégrés à la conception des politiques alimentaires.⁷ »

La libéralisation des investissements que les accords ou traités ont entraînée constitue une source du problème, tout comme les aspects commerciaux.

Selon Corinna Hawkes, dans les faits, les instruments de l'ALÉNA encouragent des aspects cruciaux du modèle d'intégration économique promu par les partenaires puissants : « délocalisation de la production et commerce mondial de l'alimentation; investissements directs dans la transformation des aliments et changement de la structure du marché du détail (l'apparition des supermarchés et des commerces de proximité est notable); la montée des agrobusiness mondiales et des sociétés alimentaires transnationales; l'approfondissement de la promotion et de la publicité mondiale des aliments.⁸ » Les instruments de l'ALÉNA ont aussi encouragé le développement de règles et d'institutions mondiales « qui gouvernent la production, le commerce, la distribution et le marketing des aliments, » et « l'achat de produits et de services de marque, » ce qui crée « des incitatifs pour que les transnationales alimentaires croissent grâce à l'intégration verticale et à la dislocation.⁹ »



Pour combattre efficacement la faim et la dénutrition, le Mexique devrait appuyer ses paysans et petits producteurs. (Dessin : Rini Templeton)

L'ALÉNA a exigé que le Mexique traite de la même manière les investisseurs internes et étrangers, en éliminant les règles qui empêchent les étrangers de posséder plus de 49 % d'une entreprise. Il interdit également l'application de certaines « exigences de performance » comme celle d'un minimum de contenus nationaux dans la production. Les éventuelles nouvelles lois qui pourraient mettre au pas les investissements étrangers une fois ceux-ci établis, sont annulées par le chapitre notoire sur la résolution des conflits entre l'État et les investisseurs annule.

L'ALÉNA a immédiatement déclenché un torrent d'investissements directs étrangers (IDÉ) des États-Unis dans l'industrie mexicaine des aliments transformés. En 1999, « les compagnies étasuniennes ont investi 5,3 milliards de dollars dans l'industrie de la transformation des aliments, soit 25 fois plus que les 210 millions investis en 1987, et plus que deux fois les 2,3 milliards de l'année précédant l'entrée en vigueur de l'ALÉNA, » a déclaré la chercheuse Corinna Hawkes. De 1999 à 2004, « plus ou moins les deux tiers des 6,4 milliards de dollars d'IDÉ dans le secteur agroalimentaire sont venus des États-Unis. Presque les $\frac{3}{4}$ de ces IDÉ ont été destinés à la production d'aliments transformés, ce qui a stimulé une croissance considérable du secteur. De 1995 à 2003, les ventes d'aliments transformés ont augmenté de 5 à 10 % par an au Mexique.¹⁰ »

Les ventes d'aliments cuits à base de farine, d'aliments vides et d'amuse-gueule, notamment les boissons rafraîchissantes, les jus et les préparations embouteillées, ont augmenté beaucoup plus rapidement que tout autre type d'aliment. Le nombre de formats de 250 ml (8 onces) de boissons gazeuses, jus et préparations embouteillées est passé de

275 par personne-an en 1992 à 487 par personne-an en 2002.¹¹

Le Mexique est maintenant un des dix principaux producteurs d'aliments transformés au monde et toutes les grandes sociétés transnationales de ce secteur, comme PepsiCo, Nestlé, Unilever et Danone, ont considérablement accru leurs activités mexicaines qui étaient déjà importantes.¹²

Ces sociétés génèrent des sommes colossales. Les ventes totales d'aliments transformés au Mexique ont atteint 124 milliards de dollars en 2012 et les ventes des entreprises de ce secteur ont produit des profits d'environ 28,33 milliards de dollars, soit 46,6 % [environ 9 milliards de dollars] de plus qu'au Brésil, la première puissance économique d'Amérique latine.¹³

La revue *The Economist* affirme que les « industries alimentaires, » profitent non seulement de faibles coûts (« Le Mexique offre des économies de 14,1 % comparativement aux États-Unis »), mais aussi d'autres avantages concurrentiels, dont « le réseau d'ententes commerciales, qui permet à ces entreprises de pénétrer de grands marchés comme l'Europe et les États-Unis avec des préférences tarifaires, »¹⁴ faisant du Mexique une sorte de refuge pour les sociétés de transformation, un refuge où, malgré la crise économique mondiale, « les ventes des entreprises commerciales de détail ont augmenté de manière soutenue au cours des trois dernières années.¹⁵ » À ce jour, le Mexique a signé 12 accords de libre-échange avec 44 pays, 28 accords bilatéraux sur les investissements et 9 accords de coopération économique.¹⁶

Un impôt symbolique

En 2014, pressé d'affronter la crise de santé croissante, le gouvernement mexicain a mis en vigueur une loi imposant une taxe de 8 % sur tous les aliments emballés ayant une teneur calorifique élevée, y compris le beurre d'arachide (ou de cacahuète) et les céréales sucrés du petit-déjeuner. Il a aussi approuvé une taxe spéciale d'un peso par litre (soit environ 0,08 \$ US avant la plus récente dévaluation) sur les boissons rafraîchissantes embouteillées.¹⁷ Le gouvernement a présenté ses taxes comme une forte mesure pour freiner la vente de malbouffe. Mais sans adopter des mesures complémentaires qui encouragent des solutions de rechange saines aux aliments transformés qui ont inondé le marché mexicain et tout particulièrement les quartiers les plus pauvres, cette taxe semble n'être qu'une façon pour le gouvernement d'obtenir sa part du lucratif marché de la malbouffe, un marché encouragé par les mesures de ce même gouvernement. L'unique résultat obtenu, c'est que les consommateurs et consommatrices mexicains paient maintenant plus cher les aliments qui sont en train de les tuer.

Juste après la promulgation de cette taxe, PepsiCo, un des principaux producteurs de malbouffe au pays, a annoncé un investissement de 5 milliards de dollars dans ses activités mexicaines alors que Nestlé a confirmé un investissement d'un milliard de dollars.¹⁸ Contrairement à ce que l'on aurait pu espérer, ces investissements ne s'appliquent pas seulement à la publicité et à la commercialisation, mais aussi à l'innovation, à la construction de marques, aux infrastructures et aux nouveaux liens avec l'agriculture, aux relations publiques et à des « projets communautaires.¹⁹ »

La domination des points de vente

Une des raisons pour lesquelles les grandes sociétés alimentaires sont tellement sûres de

leur capacité d'augmenter les ventes, malgré la nouvelle taxe, est le niveau élevé de contrôle qu'elles exercent sur la distribution de leurs produits. C'est le « deuxième effet » de l'ALÉNA sur le système alimentaire mexicain, explique Corinna Hawkes²⁰ : une croissance explosive des chaînes de supermarchés, de magasins d'alimentation à rabais et d'épiceries de proximité, dont le nombre « est passé de moins de 700 à 3 850 dès 1997, et à 5 729 en 2004.²¹ » Le succès de Wal-Mart au Mexique — aujourd'hui « la chaîne de détaillants numéro un au pays » — et d'autres chaînes de supermarchés n'est surpassé que par la croissance vertigineuse des « chaînes d'épiceries de proximité » (qui vendent « un nombre réduit d'articles et de produits courants 24 heures par jour »).

Ces nouvelles tendances de la distribution au détail montrent évidemment l'importance des grandes surfaces parce qu'elles concentrent de nombreux produits, mais l'objectif principal est de remplacer les épiceries de proximité (« les petites épiceries »), en s'emparant agressivement des espaces commerciaux auparavant indépendants.



Poste de bouffe rapide de rue. (Dessin : Rini

Templeton)

Les sociétés alimentaires ont commencé à coloniser les réseaux de distribution d'aliments existants, et dominants, des vendeurs à petite échelle connus au Mexique sous les noms de tienda, miscelánea et estanquillo. Ce sont les commerces de coin de rue que l'on trouve dans les quartiers. Il y a encore 400 000 points de vente de ce type au Mexique : des petits espaces de moins de 10 mètres carrés qui vendent un nombre réduit de produits avec des équipements de réfrigération et des inventaires minimaux.²²

« Les tiendas (petites épiceries) ont joué un rôle déterminant dans la dissémination de la malbouffe; elles sont le moyen par lequel les sociétés transnationales et nationales de l'alimentation vendent et promeuvent leurs produits auprès des populations les plus pauvres dans les villages et à la campagne, » expliquait Corinna Hawkes en 2006. « Les tiendas comptaient pour plus de 90 % de toutes les ventes de Coca-Cola et de PepsiCo [au début de la décennie des années 2000].²³ »

Les sociétés alimentaires ont inondé les canaux de distribution des petites épiceries avec des produits qui encouragent la consommation et ont réduit les coûts de transport (en assurant la livraison d'articles divers produits par ces mêmes sociétés à chacun des points de vente sélectionnés).

PepsiCo, par exemple, en même temps qu'elle distribuait ses boissons gazeuses aux tiendas, commercialisait un grand nombre de variantes de ses pommes de terre frites de marque Sabritas et d'autres amuse-gueules semblables, tout comme sa gamme de bonbons Sonric's. Chaque produit atteint des volumes de vente énormes grâce à ce que l'industrie appelle « le contrôle absolu du point de vente. » Ainsi, la disponibilité est devenue le facteur clé dans l'achat et la consommation. Les gens consomment ce qu'ils ont à la main, et les articles disponibles sont presque exclusivement des aliments transformés.

Il faut comprendre que les épiceries, et plus encore les épiceries de proximité, ne vendent pas seulement ce que l'on appelle communément la malbouffe ou aliment camelote. Ces commerces vendent aussi une variété pas si vaste d'aliments transformés, emballés, embouteillés et en boîte de sorte que seuls certains articles comestibles transformés précis y sont disponibles.

Les épiceries perdent du terrain face aux détaillants de proximité corporatifs, lesquels offrent aux sociétés de transformation beaucoup plus d'occasions de vendre et de générer des profits.

Vers 2012, les chaînes avaient déplacé les épiceries en tant que principaux points de vente d'aliments avec 35 % du marché national, alors que la part des épiceries indépendantes atteignait 30 % et celle des marchés de rue, 25 %.²⁴ Selon la Chambre de commerce du Mexique, cinq épiceries indépendantes ferment pour chaque nouvelle épicerie de proximité appartenant à une chaîne.²⁵



Oxxo (propriété de Femsas, filiale de Coca-Cola) inaugure 3 épiceries par jour en moyenne - et ouvrira sa quatorzième au Mexique en 2015. (Photo : Theldamatter/Wikicommons)

Par exemple, Oxxo (propriété de Femsas, une filiale de Coca-Cola) a triplé ses points de vente de 1999 à 2004 pour atteindre 3 500.²⁶ En juillet 2012, Oxxo ouvrait son dixième commerce et vise à ouvrir son quatorzième au cours de l'année 2015.

Cela signifie ouvrir environ mille épiceries par année, soit 3 par jour en moyenne.²⁷ Oxxo a obtenu des ventes de 19 milliards de pesos (plus d'un milliard de dollars) au cours du premier trimestre de 2012.²⁸ Et au cours du troisième trimestre de 2014, Oxxo a vendu pour 72,4 milliards de pesos (plus de 5 milliards de dollars), soit 13,2 % de plus qu'un an plus tôt.²⁹

La croissance des ventes d'Oxxo a été dix fois plus importante que celle de Soriana, la deuxième plus importante chaîne de supermarchés au Mexique.³⁰ En 2014, Oxxo a surpassé Soriana en ventes au détail et s'est positionnée comme la deuxième chaîne de vente au détail du pays, laissant les épiceries indépendantes, et les familles qui les gèrent, littéralement dans la poussière.³¹ Maintenant, Soriana a pris le contrôle d'une des chaînes les plus importantes du pays, Comercial Mexicana, et les experts affirment qu'elle reprendra la deuxième position chez les détaillants, derrière Wal-Mart.³²

Un remède sucré contre la faim?

Les sociétés de transformation des aliments constituent un élément clé de l'urgence sanitaire actuelle au Mexique. Elles dépensent des sommes colossales en relations publiques pour maquiller les énormes problèmes causés par leurs aliments et campagnes de publicité. Partout au Mexique, les annonces publicitaires lient leurs entreprises aux valeurs familiales, à la durabilité, à la charité, à la bonne santé et aux emplois de qualité.³³ Ces sociétés souhaitent vivement être associées à des campagnes gouvernementales, et fait étrange, les gouvernements du Mexique cherchent eux aussi à obtenir leur participation.

En avril 2013, le ministère du Développement social (Sedesol) a signé quelques accords avec PepsiCo et Nestlé pour que ces derniers participent à sa Croisade nationale contre la faim.³⁴ En vertu de ces accords, Sedesol s'engage à « appuyer avec des subventions fédérales l'exécution des projets dans des zones prioritaires choisies, » alors que les sociétés affirment que, conjointement avec le gouvernement, elles cherchent à contribuer à « garantir la sécurité alimentaire et à la rendre possible pour la population en situation de pauvreté et de pauvreté extrême au moyen de produits nutritifs. »



Le gouvernement mexicain s'est associé à Nestlé dans la soi-disant Croisade contre la faim, qui encourage des groupes de femmes à promouvoir la consommation d'aliments nutritifs. En utilisant des produits Nestlé, évidemment.

PepsiCo s'est engagée à développer deux produits d'avoine fortifié de marque Quaker et à construire un Centre mondial de l'innovation en nutrition et produits de boulangerie à Monterrey au Mexique.³⁵

Nestlé a promis une nouvelle usine de transformation du café dans l'État de Guerrero et l'expansion de plusieurs projets, y compris un centré sur « les femmes entrepreneures » baptisé Mi Dulce Negocio (ma douce entreprise) que la transnationale développe déjà au

Venezuela et en Bolivie. Dans le cadre de ce projet, Nestlé prévoit former 1 500 femmes dans la confection de desserts sucrés, mais « nutritifs » contenant des produits Nestlé en plus de leur donner les instruments nécessaires pour que chacune d'entre elles forme, à son tour, dix autres femmes. Au total, une « petite armée » de 15 000 Mexicaines se mobiliserait ainsi dans les « zones prioritaires » partout au pays pour promouvoir la méthode Nestlé de nourrir les enfants avec l'appui financier du ministère du Développement social.

Appuyer les riches, dédommager les pauvres

Le Mexique est un pays où 78,5 millions de personnes connaissent un degré quelconque d'insécurité alimentaire allant de légère à sévère.

De plus, presque 48,5 millions d'adultes mexicains sont obèses ou font du surpoids — soit 7 adultes sur 10 — et 22 millions d'adultes souffrent d'obésité.

« Ces personnes seront malades pendant 18,5 années de leur vie en moyenne. » Et ce problème s'aggrave dans tous les niveaux de revenu, bien qu'il augmente plus rapidement dans la tranche des 20 % les plus pauvres.³⁶

Les conséquences sont énormes — taux croissants de diabète de type 2, maladies cardiovasculaires et différentes formes de cancer.

La Croisade contre la faim au Mexique ne résoudra pas le problème. Aucune campagne contre la faim ne sera efficace si elle se limite à quelques projets pilotes de démonstration dispersés dans un territoire aussi grand que celui du Mexique. La Croisade contre la faim ne vise que 7,8 millions de personnes — soit dix fois moins que le nombre de Mexicains et Mexicaines qui ont des problèmes de sécurité alimentaire.³⁷ Les zones considérées prioritaires pour le projet ne sont même pas les zones de pauvreté ou de faim extrêmes selon la définition du Consejo Nacional de Evaluación de la Política de Desarrollo Social (Coneval, Conseil national d'évaluation de la politique de développement social).³⁸



Les traités de libre-échange comme l'ALENA ont changé les habitudes alimentaires mexicains. Plusieurs aliments sont imposés alors que les aliments que les gens protégeaient et produisaient en suivant leurs traditions et en répondant à leurs véritables besoins deviennent de plus en plus rares. (Photo : Actitud)

Il faut une approche beaucoup plus complexe et radicale que simplement une taxe sur les aliments sucrés et la croisade contre la faim que propose le gouvernement. Il faut agir contre l'empire des aliments transformés, dont les tentacules s'étendent maintenant partout en milieu urbain et avancent et se dispersent dans l'ensemble du milieu rural.

La terrible vérité, c'est que « de 1999 à 2006, la consommation de boissons sucrées a doublé et qu'aujourd'hui, 10 % de l'ensemble des calories consommées par les Mexicains et Mexicaines provient de ces boissons. » Et il est crucial qu'ils et elles obtiennent cette énergie. Le fait de taxer les boissons gazeuses n'est rien de plus qu'un « instrument de politique douce, » affirme l'ancien Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation, Olivier De Schutter, parce que cette mesure « centre le problème du surpoids et de l'obésité dans le comportement des consommateurs, alors que dans les faits, c'est le système alimentaire au complet qui est à l'origine de ce problème.³⁹ »

Selon De Schutter, pour qu'un programme s'attaque efficacement à la faim et à la dénutrition, il doit se concentrer sur la paysannerie et les petits agriculteurs. Ceux-ci représentent un pourcentage important des pauvres au Mexique et ils sont en même temps ceux qui approvisionnent le mieux les populations rurales et urbaines en aliments nutritifs.⁴⁰

Mais au Mexique, « la plupart des programmes agricoles ne sont pas destinés aux pauvres : dans l'ensemble, les dépenses publiques en agriculture sont très régressives [...] Même si plus de 95 % des dépenses en programmes sociaux du gouvernement mexicain dans le cadre de son Programa Especial Concurrente para el Desarrollo Sustentable (PES,

Programme spécial conjoint pour le développement durable) visent les pauvres, moins de 18 % des dépenses des programmes agricoles sont destinées à ces populations pauvres. » Le Rapporteur insiste : « Des études récentes ont montré que les politiques agricoles favorisent les États, les municipalités et les producteurs ou établissements les plus riches. En 2005, les six États les plus pauvres n'ont reçu que 7 % des dépenses publiques en agriculture même s'ils comptent pour 55 % des personnes dans la pauvreté extrême. »

De Schutter conclut : « Dans un pays où 80 % des paysans possèdent moins de 5 hectares, il serait souhaitable que plus de ressources soient destinées à appuyer les petits agriculteurs, dans les zones déprimées, car les programmes en cours ne répondent pas efficacement à la pauvreté rurale.⁴¹ »

Après avoir écouté des centaines de témoignages partout au pays, le jury international du Tribunal permanent des peuples, qui a prononcé sa sentence en novembre 2013 sur la question de la souveraineté alimentaire, en est venu à la même conclusion.

Le Mexique pourrait atteindre l'autosuffisance en peu de temps s'il appuyait l'agriculture paysanne avec des montants comparables à ceux qu'il accorde à l'agriculture commerciale. Une des conditions pour le faire serait de reconstituer les instruments d'appui au monde rural annulés par l'ALÉNA. Une des composantes principales de cette politique qui a causé la perte de souveraineté alimentaire est la modification induite du régime alimentaire mexicain, laquelle a eu des effets catastrophiques. Les indices d'obésité, de diabète et d'hypertension du Mexique sont parmi les plus élevés au monde. Ce pays occupe la première place au monde au chapitre de la consommation par personne de boissons gazeuses et un des premiers rangs en ce qui concerne la consommation d'aliments vides. En même temps, pour la première fois dans l'histoire du Mexique, la consommation de produits du maïs a commencé à diminuer. Alors que La Via Campesina met de l'avant que le premier élément de la souveraineté alimentaire est la production autonome d'aliments et que les gens décident eux-mêmes ce qu'ils et elles mangent, au Mexique, on a réalisé une coûteuse campagne [la Croisade contre la faim], au moyen d'une alliance complice entre les gouvernements, les grandes sociétés privées et les médias, pour encourager des habitudes de consommation qui, sous prétexte de modernisation, détruisent systématiquement les préférences alimentaires des Mexicaines et Mexicains.⁴²

Pour affronter la crise en alimentation et santé, le Mexique a besoin de rien de moins qu'une reformulation complète de ses désastreuses politiques de commerce et d'investissement et d'un appui total aux paysans et petits producteurs.

Notes

1 L'[Encuesta Nacional de Salud y Nutrición \(ENSANUT\)](#) inclut des documents, des enquêtes, une page Web, des articles de recherche et une série d'outils d'enquête.

2 Cette méthode divise l'insécurité alimentaire en trois : Insécurité alimentaire légère (centrée avant tout sur la qualité de la nourriture disponible); variété réduite d'aliments, carences en variété alimentaire et absence de nourriture saine. Insécurité alimentaire

moyenne : (centrée sur la quantité d'aliments disponibles); les adultes et les enfants mangent moins. Les enfants diminuent leur ingestion. Un adulte de la famille peut peut-être sauter un ou deux repas de temps en temps. La pénurie est chronique). Insécurité alimentaire sévère : (Faim. Les adultes souffrent de la faim. Un adulte peut passer une journée entière sans manger. Les enfants vont au lit alors qu'ils ont faim ou peuvent passer une journée entière sans manger. La pénurie chronique crée des conditions de faim). Voir Melgar-Quiñonez, H. 2010. « [Informe sobre la aplicación pasada y presente de la Escala Latinoamericana y Caribeña de Seguridad Alimentaria \(ELCSA\) y otras herramientas similares en América del Norte, Centroamérica y El Caribe.](#) » FAO/Ohio State University et Encuesta Nacional de Salud y Nutrición, « [La distribución de la Inseguridad Alimentaria en México,](#) » Instituto Nacional de Salud Pública, 21 novembre 2012.

3 Julio Boltvinik, « [La Cruzada Nacional contra el Hambre: ve un árbol pero no el bosque,](#) » La Jornada, 22 novembre 2013. Boltvinik a attiré l'attention sur cette enquête en montrant que les politiques publiques contre la faim ne répondent pas aux problèmes réels.

4 Julio Boltvinik, op.cit.

5 Accu-chek, « [Diabetes en México](#) » et Alianza por la salud alimentaria, « [Diabetes: #1 causa de muerte en México,](#) » 21 mai 2013

6 Alianza por la salud alimentaria, « [Mueren medio millón de personas por diabetes en el sexenio de Calderón,](#) » 8 octobre 2012.

7 [Rapport du Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation, Olivier De Schutter, Additif, Mission au Mexique,](#) Conseil des droits de l'homme, Dix-neuvième session, Point 3 à l'ordre du jour, 17 janvier 2012, A/HRC/19/59/Add.2.

8 Corinna Hawkes, « [Uneven dietary development: linking the policies and processes of globalization with the nutrition transition, obesity and diet-related chronic diseases,](#) » Globalization and Health 2006, 2:4, International Food Policy Research Institute, Washington DC, 2006.

9 L'intégration verticale se produit « lorsqu'une entreprise contrôle l'ensemble du processus de production, de distribution et de vente d'un aliment donné par l'achat ou en passant un contrat avec d'autres entreprises ou services à l'échelle mondiale, ce qui réduit les coûts de transaction liés à l'existence de plusieurs fournisseurs. Dans la dislocation mondiale, l'entreprise cherche des lieux de production et des points de vente où les coûts sont moindres et les régimes réglementaires, politiques et sociaux sont favorables. Cela permet aux grandes sociétés de réduire les coûts et de se protéger contre les incertitudes de la production et de la vente. » Corinna Hawkes, op.cit.

10 Ibidem.

11 Ibidem.

12 Roberto Morales, « [Alimentos, una industria muy pesada](#), » El Economista, 25 octubre 2013.

13 Ibidem.

14 Voir aussi Secretaría de Economía y ProMéxico « [Inversión y Comercio, Alimentos Procesados](#), » Unidad de Inteligencia de negocios, Mexique, 2013.

15 Roberto Morales, op.cit.

16 Pro-Mexico, « [México y sus Tratados de Libre Comercio con otros países](#). »

17 Secretaría de Hacienda y Crédito Público, Servicio de Administración Tributaria (gouvernement mexicain), [Resolución Miscelánea Fiscal para 2014](#).

18 PepsiCo, « [PepsiCo Announces Plans for \\$5 Billion Investment in Mexico](#), » 24 janvier 2014.

19 Eric Schroeder. « [PepsiCo, Nestlé plan big push in Mexico](#), » 24 janvier 2014.

20 Corinna Hawkes, op.cit.

21 Ibidem.

22 USDA Foreign Agriculture Service Gain Report, « [Mexico's Retail Food Sector](#), » 16 février 2005.

23 Corinna Hawkes, op.cit.

24 Le 10 % restant, les hôtels, les restaurants et les cafés ne sont pas pris en compte. Voir Agencia Andaluza de Promoción Exterior, « Nota sectorial alimentaria en México, » mai 2012, PDF.

25 USDA, Foreign Agriculture Service, Gain Report, Mexico's Retail Food Sector, op.cit. Cité dans Corinna Hawkes, op.cit.

26 Ibidem.

27 Jesús Ugarte, « [Oxxo va por 1,000 nuevas tiendas anuales](#), » 29 octubre 2012.

28 Jesus Ugarte, « [Oxxo, el pequeño emperador minorista](#), » CNN-expansión, 13 juillet 2012.

29 Jesús Ugarte, « [Adquisiciones y Oxxo le ponen 'gas' a Femsa](#), » El Financiero, 28 octobre 2014.

30 Miguel Ángel Pallares, « [Oxxo va por el puesto de Soriana en 2014](#), » El Financiero, 26 novembre 2013.

31 Ibidem.

32 Silvia Olvera, « [Desbanca Soriana a Oxxo](#), » El Norte, section Empresas, 2 février 2015.

33 Voir le rapport de Sabritas : [Performance with Purpose, Sabritas Sustainability Report 2013](#).

34 Le programme gouvernemental qui affirme combattre la faim par la base, mais qui se base sur l'intervention de grandes sociétés privées (comme Pepsico et Nestlé), et de figures proéminentes comme Grazziano Da Silva de la FAO ou l'ancien président Lula Da Silva du Brésil et des milliardaires comme Bill Gates et Carlos Slim).

35 PepsiCo et Sedesol, « [Convenio de Concertación que para la realización de acciones en el marco de la Cruzada contra el Hambre, celebran, por una parte, el Ejecutivo Federal a través de la Secretaria de Desarrollo Social \[...\] y por otra parte la Fundación Pepsico México AC \[...\]](#) »

36 Olivier De Schutter, op.cit.

37 Julio Boltvinik, « La Cruzada Nacional contra el Hambre, » op.cit.

38 Les zones comprennent 125 collectivités urbaines dans 24 municipalités de 11 États du pays. Norma Trujillo Báez, « [Subsidiará la Sedesol programa empresarial impulsado por Nestlé](#), » La Jornada Veracruz en línea, 13 mai 2013. Voir Sedesol-Nestlé, « [Convenio de Concertación que para la realización de acciones de desarrollo de diversos proyectos productivos...](#) » op cit, clause cinq.

39 Olivier De Schutter, op.cit.

40 Le conflit au Mexique entre le sirop de maïs à haute teneur en fructose (SMHAF) et le sucre nécessite plus d'arguments et de recherche. Les preuves indiquent que le SMHAF encourage l'importation de maïs industriel au Mexique (probablement GM) ou même sa production, changeant ainsi l'objectif traditionnel de l'agriculture, soit de produire des aliments et non pas des marchandises ou matières premières. Voir « [Rompen récord, importaciones mexicanas de maíz](#), » El economista, 7 janvier 2014; Alicia Loyola Campos, « [Azúcar-fructosa: el sabor amargo de un comercio desigual](#), » février 2003; Nydia Egremy, « [La amarga guerra de la fructosa](#), » Fortuna, negocios y finanzas.

41 Olivier De Schutter, op.cit.

42 Tribunal permanent des peuples, Fondation Lelio Basso, Mexique : Libre Comercio, Violencia, Impunidad y Derechos de los Pueblos (de 2011 à 2014), [Sentencia : Violencia contra el maíz, la soberanía alimentaria y la autonomía de los pueblos](#), Mexico, du 19 au 21 novembre 2013.

La source originale de cet article est [grain.org](#)

Copyright © [Grain](#), [grain.org](#), 2015

Articles Par : [Grain](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca